

Scandale financier au Vatican : le jeu du cardinal Parolin

Author : Vini Ganimara

Categories : [Curie](#), [En Une](#), [En Une](#), [Osservatore Vaticano](#)

Date : 5 octobre 2019

Le scandale qui vient d'éclater au Vatican est très instructif : il montre que le « monde nouveau » à Rome, n'est guère plus « nouveau » que dans la France de Macron, et qu'il est peut-être même pire que l'ancien ; il renseigne aussi, indirectement, par la position en retrait du secrétaire d'État, sur les ambitions du cardinal Parolin.

La bombe atteste en effet l'échec des « réformes » que le pape François avait annoncées : on découvre que le Saint-Siège a investi de manière aventureuse 200 millions d'euros dans un immeuble au cœur du plus cher quartier de Londres. Voilà donc revenue l'utilisation facile de l'argent des « contribuables » (les fidèles qui donnent leur obole au Denier de Saint-Pierre), à quoi s'ajoute la sélection désastreuse des contrôleurs censés faire cesser de telles pratiques.

Le pape paye cher d'avoir laissé décapiter son Secrétariat pour l'Économie en la personne du très efficace et compétent cardinal George Pell, sans lever le petit doigt. Depuis, l'auditeur général des comptes, Libero Milone, a été débarqué l'an passé, du jour au lendemain, pour opérations suspectes. Et, le 1^{er} octobre, a été lancée une descente de la Gendarmerie pontificale pour saisir ordinateurs et documents confidentiels dans les locaux de la section des Affaires générales de la Secrétairerie d'État et dans ceux de l'AIF (Autorité des Informations Financières) organisme indépendant chargé de la lutte contre le blanchiment d'argent. Par mesure de "précaution", divers responsables ont désormais interdiction de pénétrer dans leurs bureaux, dont Mgr Mauro Carlino, chef du bureau d'Information et de documentation de l'organisme qui a son siège au palais apostolique, et Tommaso Di Ruzza, le directeur de l'AIF. En clair, non seulement les mauvaises pratiques continuent, mais on est en présence d'une énorme affaire de policiers (financiers) ripoux au cœur de l'administration du Saint-Siège.

Contrairement aux apparences, celui qui dirige la section pour les Affaires générale de la Secrétairerie d'État, le sulfureux prélat vénézuélien, Mgr Edgar *Peña Parra*, dont la réputation tinte comme une quincaillerie, n'est nullement visé par cette inspection. Désormais ce nouvel homme fort de la Secrétairerie d'État a, plus que le secrétaire d'État lui-même, le cardinal Parolin, l'oreille du Pontife. Il se dit pourtant qu'il aurait été de ceux qui auraient insisté sans succès auprès de Gian Franco Mammi, directeur de l'IOR, la banque du Vatican, pour mobiliser d'énormes emprunts dans l'espoir de récupérer le capital londonien en cours d'évaporation.

Il n'empêche que cette spectaculaire descente de police, décidée par le pape, est pour lui une opération politique à haut risque. Certes, elle permet aux thuriféraires des journaux "laïques", comme on dit en Italie pour désigner *La Repubblica* et autres, d'affirmer que le pape Bergoglio ne recule devant rien pour assainir les aires corrompues de sa Curie. Mais, après six ans de pontificat "réformateur", elle dévoile tout de même la misère des résultats : l'état actuel est pire que précédemment. En tout cas, les vieilles habitudes de gouvernement contractées dès Buenos Aires par le Saint-Père se montrent ici : manifester une autorité que d'aucuns qualifient de dictatoriale ; faire en sorte que tous les collaborateurs, quels qu'ils soient, vivent dans l'insécurité permanente et la crainte de voir à tout moment le sol se dérober sous leurs pieds.

En l'espèce, le plus haut d'entre eux, le secrétaire d'État, est aussi malmené. Certes, il n'est ici soupçonné en rien de pratiques financières troubles, dans la mesure où – haute prudence peut-être – il fait en sorte de ne s'occuper directement d'aucune affaire économique. Mais c'est seulement quelques heures avant la descente de police qu'il en a été informé par le pape.

Cette situation d'un certain rafraîchissement des relations avec François n'est sûrement pas pour lui déplaire. Homme étiqueté par son passé comme libéral, ses ambitions pour le prochain conclave l'obligent à se faire une image plus centriste (voir l'article de Daniel Hamiche, dans *Res Novæ* de mai 2019, « L'hypothèse Parolin »). Il serait même opportun pour lui de quitter son rôle de premier ministre du pape Bergoglio (et de faire oublier les désastreux accords chinois qu'il a signés et va désormais traîner comme un boulet). On dit qu'il chercherait à s'asseoir sur un grand siège italien, ce qui lui donnerait à son portrait une touche pastorale. Milan n'est pas disponible, mais Gênes le sera bientôt avec la démission du cardinal Bagnasco. À moins que le patriarche de Venise, Francesco Moraglia, toujours pas cardinal, ne soit transféré à Gênes, sa ville d'origine, chère à son cœur, ce qui permettrait à Pietro Parolin de devenir patriarche de Venise. Venise, d'où les cardinaux Roncalli et Luciani...